

Accord collectif

**RETRAITE
ÉVOLUTION DU RÉGIME CCPMA
(22 janvier 2008)**

(Étendu par arrêté du 4 septembre 2008,
Journal officiel du 13 septembre 2008)

**AVENANT N° 2 DU 11 DÉCEMBRE 2014
À L'ACCORD DU 22 JANVIER 2008**

NOR : AGRS1797002M

Entre

Fédération nationale du Crédit Agricole

COOP de France

Fédération nationale des employeurs de la mutualité sociale agricole

Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles

Unité de développement social Groupama (UDSG)

D'une part, et

FGA CFDT

CFTC-Agri

FGTA FO

UNSA 2A

FNCD

D'autre part,

Vu l'article L. 941-1 du code de la sécurité sociale, issu de la loi n° 2003-775 du 21 août 2003 portant réforme des retraites, par lequel le législateur a souhaité soumettre les institutions de retraite supplémentaire à une obligation de provisionnement intégral des droits à payer, afin de s'assurer de leur capacité à garantir leurs versements à leurs ressortissants ;

Vu l'accord du 22 janvier 2008 relatif à l'évolution du régime CCPMA Retraite, organisant notamment la fusion de la CCPMA Retraite avec la CCPMA Prévoyance en application de l'article L. 941-1 du code de la sécurité sociale susvisé ;

Vu l'article 5 de cet accord, mettant à la charge des employeurs des collectivités adhérentes à la CCPMA Retraite une cotisation affectée au maintien des droits des anciens affiliés et des retraités de la CCPMA Retraite dont le taux est fixé à :

– 0,10 % sur la tranche A des non-cadres et des cadres affiliés à l'ARRCO ;

- 0,10 % sur la tranche B des non-cadres affiliés à l'ARRCO ;
- 0,10 % sur la tranche B des cadres affiliés à l'AGIRC ;

Vu l'accord des partenaires sociaux du 18 novembre 2011, portant modification de l'accord du 22 janvier 2008, par lequel le prélèvement de la cotisation de maintien de droits a été suspendu à compter du 1^{er} janvier 2012, pour une période de 3 ans ;

Vu le niveau de couverture des engagements de l'institution CCPMA Prévoyance,
il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux décident de ne plus prélever à compter du 1^{er} janvier 2015 la cotisation de 0,10 %, prévue à l'article 5 de l'accord du 22 janvier 2008 relatif à l'évolution du régime CCPMA Retraite.

Dans l'hypothèse où le financement du régime le nécessiterait, les partenaires sociaux seront amenés à réexaminer leur décision.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord conformément aux dispositions de l'article L. 727-3 du code rural et de la pêche maritime.

Fait à Paris, le 11 décembre 2014.

(Suivent les signatures.)